

## **Instaurer la démocratie au Canada**

Les arguments présentés ci-dessous visent à éclairer la prise de décisions du Comité spécial sur la réforme électorale. Le système électoral canadien doit évoluer de manière à répondre aux besoins actuels, nouveaux et futurs des Canadiens dans la recherche d'un gouvernement équitable, démocrate et participatif, qui tient compte des besoins de tous les citoyens.

Mémoire présenté par **Katie Oppen**, simple citoyenne

Le 16 août 2016

Ottawa (Ontario)

### **Démocratie n'est pas synonyme de pouvoir par la majorité**

Il existe une fausse conception selon laquelle la démocratie signifie que la majorité a le pouvoir. Cette vision nie l'existence des valeurs de ceux qui ont des raisons légitimes de voter contre une idée ou une idéologie. Elle prive ces personnes de la possibilité d'amender ou de modifier une proposition de façon qu'elle englobe plus que les seuls besoins de la majorité. Dans bien des cas, on peut remplacer le terme majorité par celui de tyrannie. Les tyrans définissent les règles auxquelles tous les autres doivent se conformer.

La démocratie, c'est le gouvernement par le peuple, mais par tout le peuple, pas seulement par ceux que la chance, la tromperie ou l'intimidation a permis d'atteindre une position majoritaire. Un bon gouvernement, lorsqu'il change ou adopte des lois et des politiques, tient compte des idées, des préoccupations et des points de vue de tous les citoyens. Quelle est la raison d'être des première, deuxième et troisième lectures, de l'examen sénatorial, des consultations, du lobbying et des groupes de défense des citoyens si ce n'est d'examiner, de réviser, d'améliorer, de modifier et d'élaborer des textes de loi et des politiques de façon à ce qu'ils répondent aux besoins de la plupart des gens, la plupart du temps. La démocratie est censée être un processus inclusif et itératif, de sorte qu'à la troisième et dernière lecture, chacun a vu ses préoccupations prises en considération et est prêt à voter sur la proposition.

Si des représentants d'autres partis siègent au Parlement, ce n'est pas pour se faire exclure, mais bien pour offrir une valeur ajoutée au gouvernement et au Canada. C'est précisément la raison pour laquelle les gouvernements minoritaires sont en général bien meilleurs pour gouverner et en font beaucoup plus pour les citoyens que les gouvernements majoritaires. Un gouvernement minoritaire qui souhaite voir ses projets de loi adoptés n'a pas le choix que d'amender ses propositions législatives, adapter ses politiques et modifier ses plans de dépenses. Cette démarche oblige à la coopération et aboutit à des politiques meilleures et plus inclusives.

Notre système électoral actuel, le système majoritaire uninominal à un tour (SMUT), et nos règles de financement politique sont la porte ouverte aux abus et permettent à une petite élite – bien souvent une fausse majorité – de mener et de dominer un pays sans tenir compte des réalités quotidiennes de la vraie majorité, celle du peuple, de nous tous qui ne faisons pas partie de cette élite.

Un gouvernement élu selon un mode de scrutin à représentation proportionnelle (RP) nous rapprocherait davantage de la démocratie. Les gouvernements ainsi élus sont plus susceptibles de former des gouvernements minoritaires et de coalition à l'écoute d'un plus vaste éventail de préoccupations citoyennes. Presque tous les pays membres de l'OCDE utilisent une forme ou

une autre de représentation proportionnelle. Entre autres avantages, ces pays qui appliquent une forme de RP présentent une plus faible inégalité des revenus, de meilleures possibilités pour les femmes et des économies plus vigoureuses.

Le Canada devrait adopter un système de représentation proportionnelle mixte (SRPM), comme le recommande la Commission du droit du Canada dans son rapport de 2004 intitulé *Un vote qui compte*.

### **Les référendums sont antidémocratiques**

Un référendum est une forme de SMUT. Il réduit des questions sociopolitiques complexes à un simple choix, « oui » ou « non », puis impose la décision de la majorité (tyrannie) à tous, même en présence de votes très serrés. Comme avec le SMUT, le gagnant remporte tout.

Les référendums nient complètement les droits et les intérêts de la minorité. Dans le vote sur le Brexit, 48 % de la population britannique n'ont pas compté dans la balance; ce référendum écartait toute possibilité de trouver des solutions et des options de rechange, des idées nouvelles ou d'autres moyens de résoudre les problèmes auxquels le Royaume-Uni fait face actuellement. Il n'offrait qu'une seule et unique alternative : quitter l'UE complètement ou laisser les choses telles qu'elles sont – une façon bien simpliste d'évaluer les problèmes et leurs solutions.

Le Canada ne doit absolument pas tenir de référendum sur une question aussi importante que la réforme électorale. Des discussions exhaustives doivent avoir lieu avec tous les Canadiens sur toutes les options possibles, il ne s'agit pas de répondre oui ou non à une seule option. C'est un problème complexe qui nécessitera une solution complexe. Au bout du compte, nous devons créer un système électoral qui reflète les besoins et les aspirations de tous les segments de la population canadienne, de sorte qu'à compter de maintenant, les décisions que nous prenons ensemble répondent aux besoins de chacun.

Ne tenez pas de référendum sur la réforme électorale et assurez-vous que la nouvelle Loi et ses règlements prévoient des dispositions qui empêchent la tenue de référendums sur des décisions cruciales et complexes.

### **Financement des campagnes**

Aussi robuste et solide soit-il, un système de représentation proportionnelle ne peut garantir l'indépendance de la prise de décisions des gouvernements et des dirigeants élus; il ne peut exclure la possibilité qu'à l'encontre des règles de l'éthique, ces derniers soient influencés par certaines obligations envers leurs donateurs de campagne et leurs partisans.

Il existe une grande motivation à maximiser les dépenses de campagne électorale. Cela peut – et c'est effectivement le cas – avoir une incidence de taille sur les résultats de l'élection. En général, le candidat qui dépense le plus est aussi celui qui l'emporte. Pas toujours, mais habituellement. Cette situation influe sur les résultats et favorise l'élite fortunée au détriment des groupes à revenus faible et moyen. Ce parti pris structurel vieux de plusieurs siècles ne fait que creuser davantage le fossé des inégalités entre riches et pauvres, un fossé qui n'a jamais cessé de se perpétuer et de s'accroître avec le temps, au gré de la volonté des multiples

gouvernements qui s'acharnent à mettre en place des lois qui favorisent les riches aux dépens des citoyens ordinaires.

Si le rôle du gouvernement est d'assurer des règles de jeu uniformes pour tous les citoyens, alors il faut supprimer l'énorme avantage que l'argent apporte à certains candidats.

Je propose la création d'un système de financement public des campagnes électorales, qui n'admettrait qu'une faible proportion de financement privé additionnel. Les candidats qui se présentent recevraient du gouvernement une somme modeste et fixe à dépenser dans le cadre de leur campagne; le gouvernement soutiendrait financièrement tous les candidats sur un pied d'égalité, par exemple en parrainant des débats télévisés et en offrant de l'espace publicitaire dans les journaux ou sur des sites Web. Il n'en tiendrait alors qu'aux candidats à faire preuve de créativité et de stratégie avec les ressources dont ils disposent pour briguer les suffrages en misant sur leurs propres qualités plutôt que sur le nombre d'affiches qu'ils peuvent se payer.

Le Canada doit limiter les dépenses électorales de tiers. Que des groupes comme le Conseil des Canadiens, le Mouvement pour la représentation équitable au Canada ou des syndicats financent des campagnes axées sur un problème particulier est une chose tout à fait justifiable. C'en est une autre lorsque des messieurs de la finance utilisent leur avantage financier pour influencer les politiques publiques et le choix des électeurs.

### **Scrutin électronique**

Le Canada devrait absolument mettre en place un système de scrutin électronique aux paliers fédéral et provincial. Cela contribuerait à accroître le taux de participation et rendre la démocratie accessible à plus de Canadiens.

Une chose est certaine, un tel système devrait faire l'objet de contrôles de sécurité rigoureux, de vérifications poussées et de surveillance étroite, mais le Canada étant l'un des pays les plus avancés sur le plan technologique, nous sommes certainement en mesure de trouver une solution.